


Revue de presse 2021-2022








N°24

14 au 28 février 2022




Cliquez sur le  pour accéder aux articles de presse
Les articles sont développés dans les pages suivantes

Les titres de la presse



Armement

-  1. Les EAU commandent 12 avions d'entraînement supersoniques à la Chine
-  2. Les Philippines finalisent une commande de 32 hélicoptères Black Hawk
-  3. Airbus valide un test de largage de drone depuis un A400M dans le ciel allemand
-  4. Le contrat pour le développement et la production du drone MALE européen a été notifié à Airbus
-  5. Artillerie : L'armée de Terre disposera de 109 CAESAr 6x6 de nouvelle génération à l'horizon 2031

International

-  6. Guerre en Ukraine : l'Europe et ses alliés veulent prendre des sanctions supplémentaires
-  7. La junte malienne demande le retrait « sans délai » de la force française Barkhane
-  8. ESPACE - La Russie suspend ses lancements depuis la base spatiale de Kourou

Opérationnel

-  9. Dans la préparation à la haute intensité, le Parlement cherche à construire une défense NRBC « permanente, immédiate, massive »
-  10. Un effort de 20 à 30 Mds€ est nécessaire pour se préparer à la haute intensité selon un rapport parlementaire

Technologie

-  11. L'Antonov An-225 Mriya en feu dans son hangar en Ukraine
-  12. La marine nationale dévoile une technologie révolutionnaire qu'elle pourrait être la seule à utiliser

Armement (1/3)

1. Les Emirats Arabes Unis commandent 12 avions d'entraînement supersoniques à la Chine

Le Ministère de la Défense émirati a annoncé sa volonté d'acquérir 12 Hongdu L15 Falcon auprès de la China National Aero-Technology Import & Export Corporation (CATIC). Le contrat est en cours de signature. Une option est posée pour l'obtention de 36 appareils supplémentaires.

La force aérienne émiratie dispose d'une flotte d'entraînements supersonique avancée bien que vieillissante, composée de 12 BAe Hawk et 10 Aermacchi MB-339. Le vol inaugural du L15 (aussi appelé JL-10) a eu lieu en 2006. C'est un bi-réacteur qui peut atteindre Mach 1.4, une altitude de 16km et peut se transformer en avion d'attaque léger.

Cet achat s'inscrit dans une dynamique de modernisation et de diversification des forces armées émiraties, après la commande de 80 chasseurs Rafale à la France début décembre 2021. Egalement intéressé par les F35 de Lockheed-Martin, Abu Dhabi a suspendu les discussions avec les Etats-Unis pour cause de conditions trop strictes aux yeux des EAU, notamment liées à l'implication de l'entreprise chinoise Huawei dans le déploiement du réseau 5G aux EAU.

2. Les Philippines finalisent une commande de 32 hélicoptères Black Hawk

Le ministère de la Défense philippin a acté l'achat de 32 nouveaux hélicoptères S-70i Black Hawk. Produits par Sikorsky, une société de construction américaine d'avions et d'hélicoptères rachetée par Lockheed-Martin en 2015 pour 9 milliards de dollars, les hélicoptères sont fabriqués en Pologne au sein de PZL Mielec, lui-même racheté par Sikorsky en 2007. En 2019, les Philippines avaient déjà fait appel au constructeur américain pour 16 appareils, dont les livraisons ont été finalisées l'année dernière. Le contrat passé ce mois-ci s'élève à 626 millions de dollars et comprend le maintien en condition opérationnelle (MCO) des engins, la formation des pilotes, ainsi qu'un soutien logistique intégré.

Armement (2/3)

3. Airbus valide un test de largage de drone depuis un A400M dans le ciel allemand

Airbus a annoncé le succès d'un test de largage d'un drone depuis un A400M en plein vol. Selon l'entreprise, cette performance aurait nécessité six mois de travail seulement. Le largage a été effectué au nord de l'Allemagne avec un drone Do-DT525, fabriqué par Airbus. Lancé depuis la rampe de lancement de l'avion multi-rôles, le drone a atterri grâce à un parachute. Ce test s'inscrit dans le cadre du programme Système de Combat Aérien du Futur (SCAF) qui vise à mettre en place un système de combat aérien interconnecté et communiquant instantanément.

Lors du largage, le drone était connecté à l'A400M, identifié comme « l'avion père », et lui transmettait des données. La fourniture d'informations vitales en temps réel et leur communication et transmission à un système de combat composé de plusieurs engins sont les éléments capables de faire du SCAF un *game changer* européen (Allemagne, Espagne et France). Prévu pour 2040, le SCAF sera composé d'avions de chasse appelés *Next Generation Fighter*, envisagé pour remplacer les Rafale et EuroFighter, et utilisera des drones dits *Remote Carriers* capables de brouillage et d'envoi de missiles.

4. Le contrat pour le développement et la production du drone MALE européen a été notifié à Airbus

Cette réussite technique a justement précédé l'obtention du développement et de la production du drone européen MALE (Moyenne Altitude Longue Endurance) à Airbus. Aussi appelé Eurodrone, le projet avait été initié en 2013 sous l'impulsion d'Airbus, Dassault Aviation et Leonardo. Sa dimension européenne se concrétise au travers d'un partenariat entre l'Allemagne, l'Espagne, la France et l'Italie. Dernièrement donc, l'Organisation Conjointe de coopération en matière d'Armement (OCCAr) a notifié à Airbus, maître d'oeuvre du programme, le contrat « MALE RPAS Stage 2 » initiant le développement et la production de 20 systèmes. Chacun d'eux se composera de trois Eurodrone et de deux stations de contrôle au sol. L'Eurodrone vise à proposer une solution européenne face aux drones américains et israéliens, actuellement leaders mondiaux.

Armement (2/2)

5. Artillerie : L'armée de Terre disposera de 109 CAESAr 6x6 de nouvelle génération à l'horizon 2031

Un contrat de développement de 600 millions d'euros a été notifié par le Premier ministre français à l'issue d'une visite de Nexter. A ce jour, l'armée de Terre française dispose de 77 Camions équipés d'un système d'artillerie (CAESAr) de 155 mm. Les CAESAr 6X6 Mark II devront voir le jour dans quatre années à l'issue de la phase de développement et de qualification.

Cette nouvelle version inclut une amélioration de la mobilité du véhicule, du blindage de la cabine, l'inclusion du brouilleur Eclipse issu du programme Barrage de Thales visant à brouiller les signaux de télécommande radio permettant entre autres d'éviter l'activation d'engins explosifs improvisés (IED en anglais), ainsi que de la radio issue du programme Communications numériques tactiques et de théâtre (CONTACT). L'objectif serait ainsi pour l'armée de Terre française de disposer de 109 CAESAr 6x6 de nouvelle génération pour 2031.

6. Guerre en Ukraine : l'Europe et ses alliés veulent prendre des sanctions supplémentaires

Ce 24 février 2022, après une escalade des tensions de plusieurs mois, le Kremlin a finalement décidé d'intervenir militairement en Ukraine par le biais d'une « opération militaire spéciale », officiellement pour procéder à une dénazification et à une démilitarisation du pays, après la reconnaissance des républiques séparatistes du Donbass et les accusations de génocide. Les troupes russes sont ainsi entrées dans le pays par l'est, par la Crimée au sud mais également par le nord par la Biélorussie. Kiev et Kharkiv, les deux plus grandes villes du pays, sont ainsi rapidement attaquées, bien qu'elles ne soient pas encore tombées à ce jour. Si peu d'informations objectives et vérifiées sont filtrées par les combats, il semblerait que les troupes russes n'aient pas anticipé cette résistance, avec un président ukrainien refusant de partir de Kiev et présent sur les réseaux sociaux, ainsi qu'une mobilisation générale décrétée. La prise rapide de Kiev aurait pu ainsi décapiter rapidement le pouvoir ukrainien pour entraîner une fin des combats et un changement de régime. Quoi qu'il en soit, les combats sont encore en cours, le nombre de morts et de blessés parmi les militaires et les civils n'est pas encore fixé, même si l'on compte déjà 500 000 réfugiés ukrainiens arrivés en Pologne.

Ce conflit est vu par les instances internationales comme une agression militaire. A ce titre, le Conseil de Sécurité a proposé une résolution pour dénoncer ce conflit, mais le veto de la Russie, membre permanent du Conseil, a bloqué le processus. On note également une abstention d'un autre membre permanent, la Chine, mais également de deux membres non-permanents, les Emirats arabes unis et l'Inde. Une série de sanctions a également été mises en place pour un certain nombre de pays dont la plupart européens : gel des avoirs de personnalités russes, déconnexion de certaines banques russes du réseau de communication bancaire SWIFT, interdiction d'exportations de certains types de matériels. Le cours du rouble a ainsi dévissé de 20% ce lundi 28 février. Les commentateurs notent une réaction forte de l'Europe, avec une Union européenne qui signe des sanctions plus importantes qu'en 2014, la Suisse qui sort de sa posture de neutralité, de nombreux pays interdisant aux compagnies russes de survoler leur territoire, sans compter les livraisons d'arme ou encore l'augmentation record du budget de la défense annoncé par l'Allemagne. Vladimir Poutine a par ailleurs rappelé ce dimanche 27 février que la Russie était une puissance nucléaire, ce qui a entraîné aussi une réponse occidentale, qui possède également l'arme nucléaire. Les spécialistes de la question invitent néanmoins à nuancer ce dialogue de la dissuasion nucléaire.

Pour le moment, les négociations ont débuté entre Ukrainiens et Russes en Biélorussie. Les opérations militaires continuent sur le terrain, il est fait état de mobilisations anti-guerre en Russie réprimées et les sanctions économiques sont en train d'aboutir à une inflation record et à un début de panique bancaire pour la population.

International (2/2)

7. La junte malienne demande le retrait « sans délai » de la force française Barkhane

Le divorce est finalement consommé entre la France et le Mali. Moins d'un an après les annonces de la reconfiguration de l'opération Barkhane et le dernier coup d'état malien en mai 2021, les annonces se sont succédées : liens tissés entre le Mali et la Russie à travers la société militaire privée Wagner, les rétrocessions de bases, les accusations d'« abandon en plein vol » à la tribune des Nations-Unies par le premier ministre malien en septembre 2021, les *fake news* sur l'aide accordée aux terroristes par la France, l'expulsion du contingent danois déployé au sein de la Task Force Takuba fin janvier 2022 et finalement l'expulsion de l'ambassadeur français au Mali début février 2022. Devenue intenable, la position française s'est finalement orientée vers le retrait des forces du pays pour un redéploiement à effectifs réduits dans la bande sahélo-saharienne. Réagissant à cette annonce, le Mali a décidé de demander formellement à la France de partir « sans délai ». Cela conclut ainsi un déploiement français issu de l'opération Serval de 2013.

8. ESPACE - La Russie suspend ses lancements depuis la base spatiale de Kourou

Le samedi 26 février, le directeur général de l'agence spatiale russe (Roscosmos) - et ancien représentant permanent de la Russie à l'Otan - Dmitri Rogozine a annoncé sur les réseaux sociaux la suspension de la coopération avec les partenaires européens pour l'organisation de lancements spatiaux depuis la base de Kourou, et le rapatriement du « personnel technique russe présent sur place [87 personnes], y compris l'équipe de lancement ». Cette décision se veut une réponse aux sanctions de l'Union européenne faisant suite à l'invasion lancée par Moscou en Ukraine, dont la décision du Conseil de l'Europe d'interdire les exportations vers l'industrie aérospatiale russe. L'objectif étant pour Moscou de freiner le spatial européen dans son nouvel élan, alors que la période de transition entre Ariane 5 et Ariane 6 est encore en cours.

La coopération entre l'Union européenne, la France, Arianespace et la Fédération de Russie prévoyait encore huit lancements Soyuz en 2022. Pour rappel, le premier lancement de l'année avait été assuré par la fusée Soyuz le 10 février dernier, dans le cadre du programme OneWeb.

Opérationnel (1/2)

9. Dans la préparation à la haute intensité, le Parlement cherche à construire une défense NRBC « permanente, immédiate, massive »

Un rapport parlementaire porté par les députés Carole Bureau-Bonnard (LREM) et André Chassaigne (PCF) a été présenté le 23 février pour favoriser le développement d'une défense NRBC et la mise à niveau des matériels existants dans le but de mieux positionner la France dans ce domaine. Le rapport constate la recrudescence des risques NRBC (nucléaires, radiologiques, biologiques et chimiques) dans le cadre de potentiels engagements majeurs, ainsi que le double retard de la France, tant sur le manque voire l'absence de matériel que sur l'obsolescence des matériels anciens. Les Armées françaises ont eu un premier sursaut en décembre 2020 lorsque le Chef d'Etat Major des Armées a exprimé sa volonté de renforcer les capacités NRBC des armées françaises, ce qui a conduit à un ajustement de la LPM2019-2025 et du lancement d'un plan interarmées à l'été 2021. La même année, l'adoption du programme CINABRE (Capacité intégrée des Armées pour la défense biologique, radiologique et chimique) par la DGA s'est accompagnée de l'opération EPIA (Ensemble de Protection Individuelle des Armées) dont les premières livraisons sont estimées en 2027.

La défense NRBC ne serait plus la priorité depuis la fin de la Guerre Froide selon les députés porteurs du rapport, et les armées françaises souffriraient d'un manque capacitaire (matériels et effectifs) et pas d'un manque de formation. Les parlementaires estiment la valeur de l'effort nécessaire à deux milliards d'euros d'ici à 2030, soit 250 millions par an. Actuellement, la DGA débloque 15 millions d'euros par an dans le seul cadre de la R&D NRBC.

La modernisation des capacités des armées françaises passerait, selon les rapporteurs, par l'acquisition de 25 Griffon NRBC (toujours à l'étude) pour remplacer les 25 VAB RECO NRBC dont dispose aujourd'hui 2e régiment de dragons (2e RD) de Fontevraud. De plus, une mise à niveau des systèmes de décontaminations collectifs, trop lents, ainsi qu'une augmentation du régiment de l'ordre de 100 hommes sont des propositions faites dans le rapport. Enfin, les parlementaires préconisent la mutualisation des expressions de besoins et des processus d'achat des secteurs civils et militaires afin de gagner en interopérabilité mais aussi de soutenir la filière française. Majoritairement composée de PME fabriquant des produits très spécifiques, la filière est très fragmentée et mériterait d'être structurée à travers la commande étatique. La France pourrait ainsi donner le ton à la défense NRBC à l'échelon européen, au sein de laquelle elle participe à deux projets de R&D : le « CBRN Reconnaissance Surveillance System », piloté par l'Agence européenne de défense (AED), et le projet « Chemical, Biological, Radiological and Nuclear Surveillance as a Service » (CBRN SAAS) porté par la Coopération structurée permanente (CSP/PESCO).

Opérationnel (2/2)

10. Un effort de 20 à 30 Mds€ est nécessaire pour se préparer à la haute intensité selon un rapport parlementaire

Un rapport d'information sur la préparation à la haute intensité des députés Jean-Louis Thiériot (LR) et Patricia Mirallès (LREM) rappelle les problématiques de ce type d'engagement pour les armées françaises. Désormais, comme nous le rappelions dans notre article sur l'*Actualisation Stratégique 2021*, les problématiques de maintien de la paix et de lutte anti-terroriste n'empêchent pas de voir le retour de la compétition entre grandes puissances, posant la question des conflits de haute intensité, qui entraîne une usure humaine et matérielle bien plus conséquente : une aviation de chasse qui peut être détruite en cinq jours de conflit, une armée de Terre subissant un millier de morts et davantage de blessés en dix jours de combat selon l'exercice Warfighter et la destruction de deux frégates et la neutralisation de deux autres en quinze minutes selon l'exercice Polaris. Cette usure humaine et matérielle se double d'un temps de préparatifs très court, imposant de réfléchir à la question des stocks de matériels.

Selon les députés, il est ainsi impératif de continuer la hausse du budget de la défense selon le modèle prévu par la loi de programmation militaire 2019-2025, mais aussi d'augmenter ce montant de plus de 20 milliards d'euros pour la période 2026-2030, d'assurer des stocks de munitions, de combler les encoches capacitaires, de mobiliser davantage la base industrielle et technologique de défense par le biais de la Direction générale de l'armement ou encore le renforcement de la culture de défense citoyenne. Des propositions qui font écho à la situation conflictuelle en Europe.

Technologie

11. L'Antonov An-225 Mriya en feu dans son hangar en Ukraine (confirmation officielle)

Le 27 février 2022, le Ministère des Affaires étrangères ukrainien a confirmé via Twitter la destruction de l'avion-cargo Antonov An-225 Mriya suite à l'assaut terrestre de l'armée russe durant lequel il y a eu de nombreux bombardements. Basé sur l'aéroport de Gostomel également appelé aéroport Antonov, l'An-225 Mriya (« rêve; vision; ambition » en ukrainien) était en feu dans son hangar selon une vidéo provenant d'un drone. Cet avion-cargo était le plus gros avion du monde (250000 kg), devant l'An-124 Ruslan (120000 kg) qui sert entre autres à acheminer les satellites vers le port spatial européen basé à Kourou en Guyane. L'An-225 a été développé dans le cadre du programme spatial soviétique et devait servir à transporter la navette spatiale Buran, ainsi que des composants de la fusée Energuia. Parmi les deux appareils conçus à l'époque, un seul a été achevé avant la chute de l'URSS et vole depuis 1988. L'avion a une capacité de 253 tonnes de cargo et est consacré au transport de fret assuré par la compagnie Antonov Airlines. Face à cette perte, le ministre des Affaires étrangères ukrainien, Dmytro Kuleba a affirmé qu'en dépit de la destruction du plus gros avion du monde, les Russes « ne pourront jamais détruire (leur) rêve d'un État européen fort, libre et démocratique ».

12. La Marine nationale dévoile une technologie révolutionnaire qu'elle pourrait être la seule à utiliser

Bruno Sainjon, président de l'ONERA (Office national d'études et de recherches aérospatiales) a annoncé que la Marine nationale allait embarquer des ordinateurs quantiques à bord de leurs bâtiments d'ici 2027. Il s'agit plus précisément d'un gravimètre quantique, un instrument permettant de cartographier les océans et d'ainsi permettre aux bâtiments de la Marine nationale de se localiser sans GPS. Aujourd'hui la Marine nationale est équipée de gravimètres relatifs qui doivent être calibrés régulièrement et qui sont moins précis que ce qui est prévu.